

SCHLOSSACHT-HOLLENFELS

COMMUNE DE TUNTANGE

PROJET D'AMENAGEMENT PARTICULIER

PARTIE ECRITE



VERSION DU 01 JUILLET 2010
Pour avis Ministre de l'Intérieur

Auftraggeber : **K constructions**
98, rue de Mersch
8181 Kopstal
T : 00352 263 997 1
F : 00352 263 997 30

Auftragnehmer: **DEWEY MULLER**
architectes et urbanistes
15b, bd. Grande-Duchesse Charlotte
1331 Luxembourg
T : 00352 263 858-1
F : 00352 263 858-50

Unter Mitarbeit von :
Infrastrukturplaner **B.E.S.T. Ingénieurs-Conseils s.à r.l.**
2, rue des Sapins
2513 Senningerberg
T : 00352 34 90 90
F : 00352 34 94 33

Landschaftsplaner **Förder Demmer**
Landschaftsarchitekten
Folkwangstraße 1
45128 Essen
T: 0049 201 171404-0
F: 0049 201 171404-20

TABLE DES MATIERES

GENERALITES	3
1. AMENAGEMENT DU DOMAINE PRIVE (ART. 4)	3
1.1 Lots et parcelles (Art. 4 (1))	3
1.2 Mode et degré d'utilisation du sol (Art. 4 (2))	3
1.2.1 Fonctions admissibles	3
1.2.2 Degré d'utilisation du sol	3
1.3 Type, disposition et implantation des constructions (Art. 4 (2) n° 1 et 2)	3
1.3.1 Types et disposition des constructions	3
1.3.2 Implantation des constructions principales et saillies	4
1.3.3 Implantation des dépendances	4
1.3.4 Période de construction	5
1.4 Nombre d'étages pleins (Art. 4 (2) n° 3)	5
1.5 Hauteur des constructions (Art. 4 (2) n° 4)	5
1.6 Pentés et formes des toitures (Art. 4 (3) n° 1)	6
1.7 Emplacements de stationnement (Art. 4 (3) n° 2)	6
1.7.1 Emplacements de stationnement pour véhicules motorisés	6
1.7.2 Accès (Art. 4 (3) n° 3)	7
1.8 Surfaces destinées à recevoir des plantations (Art. 4 (3) n° 4)	7
1.9 Plantations (Art. 4 (3) n° 5)	7
1.10 Aménagement extérieur (Art. 4 (3) n° 6)	7
1.10.1 Surfaces consolidées	7
1.10.2 Modelage topographique	7
1.10.3 Clôtures	7
1.11 Volumes à préserver et volumes à démolir (Art. 4 (3) n° 7)	8
1.12 Eléments bâtis ou naturels à sauvegarder (Art. 4 (4))	8
1.13 Dispositions destinées à garantir le développement harmonieux de l'ensemble du quartier (Art. 4(4))	8
1.13.1 Architecture	8
1.13.2 Couleurs et matériaux des façades	8
1.13.3 Couleurs et matériaux des toitures	8
1.13.4 Eléments et installations intégrés à la toiture	8
1.13.5 Accès carrossables	9
1.13.6 Emplacements des poubelles	9
1.13.7 Enseignes et éclairage privé	9
1.13.8 Installations et constructions d'agrément	9
2. AMENAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC (ART. 5)	9
2.1 Fonds destinés à être cédés à la Commune (Art. 5 (1))	9

2.2	Aménagement des voies et des places (Art. 5 (2))	9
2.2.1	Matériaux	9
2.2.2	Couleurs	9
2.2.3	Assainissement	9
2.2.4	Evacuation des eaux pluviales	9
2.3	Aménagement des espaces verts et des aires de jeux (Art. 5 (3))	10
2.3.1	Remblais et déblais	10
2.3.2	Aires de jeux	10
2.3.3	Plantations	10
2.4	Emplacements de stationnement (Art. 5 (3))	10
3.	DISPOSITIONS SPECIALES	10
3.1	Mise en œuvre des objectifs de l'article 2 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain – Qualité de vie des habitants	10
3.2	Mise en œuvre et exécution du présent PAP	10

PLAN D'AMENAGEMENT PARTICULIER PARTIE ECRITE

GENERALITES

La présente *partie écrite* fait partie intégrante du PAP Schlossacht-Hollenfels et fait référence au plan n° 0812-G-1-500, appelé par la suite *partie graphique*. La *partie écrite* et la *partie graphique* sont indissociables.

Les questions relevant de la sécurité, salubrité et solidité sont régies par les documents réglementaires en vigueur au moment de l'approbation ministérielle du présent PAP, jusqu'à ce qu'ils aient été remaniés et approuvés conformément à la *loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain*.

1. AMENAGEMENT DU DOMAINE PRIVE (ART. 4)

1.1 Lots et parcelles (Art. 4 (1))

La délimitation et la contenance des parcelles initiales et projetées sont reprises dans la *partie graphique*.

Le regroupement et le morcellement de parcelles accueillant les maisons jumelées et en bande sont autorisés dans le cadre de l'exécution du présent PAP et ultérieurement à l'entrée en vigueur et à l'exécution du présent PAP à condition que toutes les autres dispositions réglementaires soient respectées et que la surface construite brute réalisable soit harmonieusement répartie sur l'ensemble des fonds.

1.2 Mode et degré d'utilisation du sol (Art. 4 (2))

1.2.1 Fonctions admissibles

Les parcelles sont situées dans la « zone mixte à caractère rural »¹ et la « zone soumise à un plan d'aménagement particulier », conformément au PAG en vigueur.

La « zone mixte à caractère rural » est réservée aux constructions destinées à l'habitat ainsi qu'aux entreprises artisanales, commerciales et de services, sous condition d'être en relation directe avec les besoins habituels et/ou quotidiens des habitants et n'occasionnant pas de gêne sur le voisinage. Les stations services ne sont pas admises.

1.2.2 Degré d'utilisation du sol

La surface construite brute réalisable est spécifiée par le CMU et le COS pour les parcelles, tel repris dans la *partie graphique*.

1.3 Type, disposition et implantation des constructions (Art. 4 (2) n° 1 et 2)

1.3.1 Types et disposition des constructions

Les types des constructions admis et leur disposition sont indiqués dans la *partie graphique*.

¹ Il s'agit là de la nomenclature de la Commune de Tuntange. La « zone mixte à caractère rural » n'est pas identique à la « zone mixte à caractère rural » telle décrite à l'art. 12 du Règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 concernant le contenu de l'étude préparatoire à présenter lors de l'élaboration ou de la mise à jour d'un plan d'aménagement général d'une commune.

1.3.2 Implantation des constructions principales et saillies

Constructions principales

Les constructions principales doivent être implantées conformément aux prescriptions de la *partie graphique* reprenant les reculs des constructions par rapport aux limites des parcelles, les distances à observer entre constructions et les limites maxima des surfaces constructibles.

L'alignement obligatoire des constructions doit être respecté sur au moins 2/3 de la façade.

La surface au sol du volume construit principal est de 60 m² minimum pour les maisons jumelées ou en bande et de 100 m² minimum pour les maisons isolées.

La profondeur² du plus grand volume est de 14 m maximum.

Saillies

Les saillies des constructions sont constituées par les parties saillantes sur les alignements des façades, soit les avant-corps, avant-toits, corniches, balcons, auvents, éclairage privé et autres installations semblables.

Les avant-corps, les débords de toitures et les éléments pare-vue peuvent dépasser les alignements obligatoires, respectivement limites maxima de surfaces constructibles pour les constructions principales.

Les avant-corps peuvent accuser une saillie maximale de 1,00 m par rapport au plan extérieur de la façade (isolation et revêtement inclus). Leur surface cumulée ne peut être supérieure à 1/3 de la surface de la façade à laquelle ils se rapportent.

Les avant-corps ouverts tels balcons, coursives et vérandas, peuvent être érigés uniquement sur les façades avant et postérieure et doivent respecter un recul de 1,90 m minimum sur la limite latérale de propriété.

Les avant-corps ouverts tels auvents et porches, peuvent accuser une saillie de maximum 0,70 m par rapport au plan extérieur de la façade (isolation et revêtement inclus).

Les corniches et les débords de toiture peuvent accuser une saillie de maximum 0,50 m par rapport au plan extérieur de la façade (isolation et revêtement inclus).

Les éléments pare-vue tels murs, panneaux et autres éléments fixes destinés à protéger deux unités de propriété des vues directes, peuvent accuser une longueur maximale de 1,50 m et une hauteur maximale de 2,60 m. Au rez-de-chaussée, leur longueur maximale est de 3,00 m.

Dans le cas de maisons jumelées, les saillies peuvent être regroupés à la limite mitoyenne avec l'accord mutuel des propriétaires concernés.

1.3.3 Implantation des dépendances

Sont considérés comme dépendances, les remises et abris de jardin ou toute autre construction subordonnée par rapport à la construction principale. Les dépendances ne peuvent servir ni à l'habitation, ni au stationnement de voitures.

Sur les parcelles n^{os} 1 – 32, une dépendance par parcelle peut être réalisée, à condition de se trouver à l'intérieur des limites maxima des surfaces constructibles des dépendances, conformément à la *partie graphique*, et de ne pas dépasser une surface totale au sol de 15 m², ainsi qu'une profondeur de 5,00 m et une hauteur totale de 4,50 m (2,50 m à la corniche).

Dans le recul arrière et uniquement sur les parcelles n^{os} 33-58, une dépendance par parcelle peut être réalisée, à condition de ne pas dépasser une surface totale au sol de 15 m², une profondeur de 5,00 m et une hauteur totale de 4,50 m (2,50 m à la corniche) et de respecter une distance des limites latérales d'au moins 2,00 m.

La construction de carports n'est pas admise.

² La profondeur des bâtiments est mesurée entre façades frontales opposées, sur le plan du niveau de plus grande surface, compte non tenu des terrasses non couvertes, des seuils, des perrons, des balcons et autres installations semblables.

Sont considérées comme dépendances souterraines, les garages, caves et locaux utilitaires aménagés en sous-sol. Conformément à la *partie graphique*, les dépendances souterraines ne peuvent dépasser les limites maxima des dépendances souterraines. En l'absence de cette prescription, elles ne peuvent dépasser les alignements obligatoires, respectivement limites maxima des surfaces constructibles des constructions principales.

Plusieurs constructions peuvent être desservies par une seule dépendance souterraine.

1.3.4 Période de construction

Chaque groupe de maisons en bande doit être réalisé en une fois.

1.4 Nombre d'étages pleins (Art. 4 (2) n° 3)

Le nombre maximum d'étages pleins³ autorisés est indiqué dans la *partie graphique*.

Un étage supplémentaire situé dans les combles est admis, à condition que la surface y exploitée ayant la hauteur libre sous plafond imposée, soit au moins 2,50 m, ne soit supérieure à deux tiers de la surface construite brute de l'étage plein situé en dessous.

Les dépendances ne peuvent comporter qu'un seul étage.

1.5 Hauteur des constructions (Art. 4 (2) n° 4)

La hauteur des constructions est définie par la hauteur à la corniche et par la hauteur au faîtage⁴.

La hauteur à la corniche (hc) des constructions principales doit se trouver entre 5,80 et 7,50 m ; celle au faîtage (hf) ne peut être supérieure à 13,00 m.

La hauteur à la corniche devra toujours être supérieure à la différence de hauteur « hf – hc ».

Si la hauteur à la corniche/faîtage n'est pas constante sur toute la longueur de la façade, la corniche/faîtage la (le) plus élevé(e) sera pris(e) en compte.

Dans le cas de constructions implantées sur des terrains en pente (dénivelé supérieur à 2 m entre la limite avant sur le domaine public et la limite postérieure de la bande de construction), la hauteur maximale admissible est mesurée à partir d'un niveau de référence (niveau B) qui se calcule selon la formule suivante :

A : Niveau moyen de la voie desservante

B : Niveau de référence

a : Niveau de la bande de construction postérieure côté gauche

b : Niveau de la bande de construction postérieure côté droit

c : Niveau de la limite parcellaire côté gauche

d : Niveau de la limite parcellaire côté droit

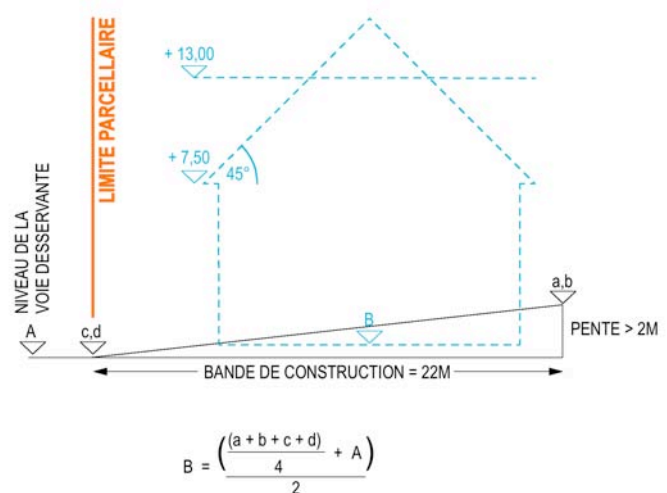


Schéma 1 : Exemple de calcul pour terrains en pente

³ Est considéré comme étage plein, un niveau présentant une hauteur libre sous plafond d'au moins 2,50 m.

⁴ La hauteur à la corniche est la différence moyenne entre le niveau de l'axe de la voie desservante, mesurée dans l'axe de la construction, et l'intersection du plan du toit et du plan de la façade donnant sur rue. La hauteur au faîtage est la différence moyenne entre le niveau de l'axe de la voie desservante, mesurée dans l'axe de la construction, et le niveau du faîtage.

1.6 Pentes et formes des toitures (Art. 4 (3) n° 1)

La forme des toitures admises est reprise dans la *partie graphique*.

Les constructions accolées doivent s'accorder en ce qui concerne la forme de la toiture.

Le sigle t2/tp autorise la construction de toitures à deux versants ou de toitures plates. Dans le cas de toitures à deux versants, la direction du faîte, telle qu'indiquée dans la *partie graphique* est à respecter.

A l'exception des toitures plates, la pente des versants des toitures doit se situer entre 28° et 42°.

Les combles doivent s'inscrire dans un gabarit théorique établi à 45° sur la ligne de rive d'une corniche fictive formant saillie de 0,70 m par rapport aux façades frontales et postérieures.

L'étage en retrait est admis. En tout état de cause, cet étage supplémentaire doit s'inscrire dans le gabarit théorique susmentionné et être muni obligatoirement d'un toit ne dépassant pas une pente de 25°.

Les toitures à pente unique sont autorisables pour les dépendances. En tout état de cause, la pente des toitures des dépendances doit être au minimum de 15°.

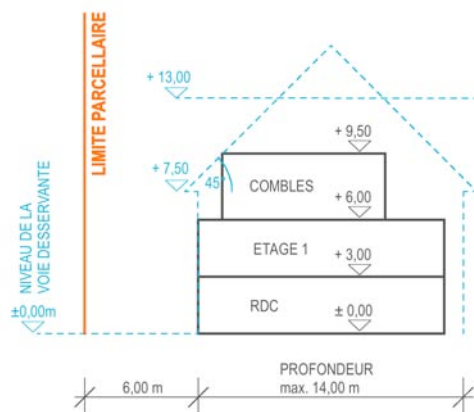


Schéma 2 : Gabarit théorique

1.7 Emplacements de stationnement (Art. 4 (3) n° 2)

1.7.1 Emplacements de stationnement pour véhicules motorisés

Par logement, deux emplacements sont à prévoir, dont un au moins à l'intérieur des constructions principales, respectivement des dépendances souterraines, telles reprises dans la *partie graphique*.

Pour les maisons isolées portant le sigle **mi**, le nombre total de places de stationnement est limité à 3 emplacements par parcelle. Pour les maisons en bande portant le sigle **mb**, le nombre total de places de stationnement est limité à 2 emplacements par maison.

Les garages, lorsqu'ils ne sont pas aménagés dans les dépendances souterraines, doivent être réalisés à l'intérieur des alignements obligatoires, respectivement des limites maxima des surfaces constructibles des constructions principales.

Les places de stationnement à l'air libre sont interdites dans les reculs postérieurs. Pour les maisons en bande portant le sigle **mb**, elles sont en outre interdites dans le recul antérieur.

1.7.2 Accès (Art. 4 (3) n° 3)

La localisation des accès carrossables aux dépendances souterraines est indiquée dans la *partie graphique*.

1.8 Surfaces destinées à recevoir des plantations (Art. 4 (3) n° 4)

Les marges de recul latérales et postérieures sont à réserver prioritairement aux plantations.

Lorsqu'elles ne sont pas aménagées en tant que surfaces consolidées selon l'article 1.10.1, les dalles des dépendances souterraines situées en dehors des limites des surfaces constructibles des constructions principales doivent être réalisées sous forme de toiture verte.

Dès lors ces surfaces ne sont pas prises en considération pour le calcul des surfaces consolidées.

Les toitures plates doivent être réalisées sous forme de toiture verte.

1.9 Plantations (Art. 4 (3) n° 5)

Sur chaque parcelle, un arbre est à planter dans le recul arrière.

Les arbres plantés doivent être à feuilles de 2^{ème} et/ou de 3^{ème} ordre et respecter une distance minimale de 2,00 mètre par rapport aux limites de propriété.

Toutes les plantations doivent être d'essence indigène.

1.10 Aménagement extérieur (Art. 4 (3) n° 6)**1.10.1 Surfaces consolidées**

Sont à considérer comme surfaces consolidées, les surfaces perméables et imperméables aménagées sous forme d'accès aux constructions, notamment les accès carrossables, les rampes de garage, les places de stationnement, les chemins, les perrons, les seuils, les escaliers extérieurs et les terrasses.

Leur surface cumulée ne peut être supérieure à 25% de la contenance cadastrale de la parcelle ou du lot sur lesquels ils sont réalisés.

1.10.2 Modelage topographique

Sont proscrits tous travaux de remblais nécessités par des travaux de déblais insuffisants au niveau des caves ayant pour conséquence de positionner la construction sur une butte.

Les matériaux utilisés pour les travaux de remblais de terrains ne peuvent contenir ni matières organiques, ni autres matières putrescibles, ni matières plastiques ou matières nuisibles à la santé.

Lorsque le modelage topographique se fait par paliers et à l'aide de murets de soutènement, la différence de niveau entre les paliers ne peut être supérieure à 0,80 m. Le modelage topographique doit être planifié de manière à ce que la différence de niveau des paliers entre deux parcelles contiguës ne soit pas supérieure à 0,80 m.

1.10.3 Clôtures

Le long de la Rue des prés / Rue de Tuntange seuls des gabions, constitués de pierres naturelles, sont autorisés.

Sauf le long de la Rue des prés / Rue de Tuntange, les clôtures sur les limites de propriété adjacentes au domaine public doivent être réalisées au moyen de haies vives. Ces haies peuvent être complétées par des grillages à condition que ceux-ci ne soient pas visibles depuis la rue. La hauteur des haies et grillages ne peut être supérieure à 1,50 m.

Les clôtures réalisées le long des limites de propriété latérales et arrières doivent être réalisées au moyen de haies vives ou des grillages surmontant, le cas échéant, des murets ou socles. La hauteur des socles et murets ne peut être supérieure à 0,80 m, alors que la hauteur cumulée des socles, murets, haies et grillages ne peut être supérieure à 1,50 m.

Les plantations des parcelles situées aux angles des rues ne peuvent dépasser 0,60 m de hauteur sur 6,00 m de long (sur chacune de deux limites de parcelle) et 2,00 m de profondeur.

Toutes les hauteurs sont mesurées à partir du niveau de la voie desservante.

Les palissades et paravents en matière plastique sont interdits.

1.11 Volumes à préserver et volumes à démolir (Art. 4 (3) n° 7)

Sur les fonds couverts par le présent PAP, aucun volume existant n'est à préserver ou à démolir.

1.12 Eléments bâtis ou naturels à sauvegarder (Art. 4 (4))

Sur les fonds couverts par le présent PAP, aucun élément bâti ou naturel est à sauvegarder.

1.13 Dispositions destinées à garantir le développement harmonieux de l'ensemble du quartier (Art. 4(4))

1.13.1 Architecture

Tout projet de construction doit être conçu comme partie intégrante d'un tout urbanistique.

Le langage architectural doit s'inspirer de l'esprit du lieu en le réinterprétant de manière contemporaine. La sobriété et la retenue sont de rigueur.

1.13.2 Couleurs et matériaux des façades

Les revêtements en carrelage et matériaux plastiques, l'utilisation des matériaux brillants et réfléchissants, notamment le verre miroitant (Spiegelglas) sont interdits.

Les enduits de façade sont obligatoires.

Seules les teintes claires, sobres et décentes sont autorisées.

1.13.3 Couleurs et matériaux des toitures

Les toitures des constructions principales doivent être recouvertes d'ardoises naturelles ou artificielles ayant l'apparence d'ardoises naturelles.

Les toitures des dépendances peuvent être recouvertes d'autres matériaux, sous condition qu'ils soient de teinte grise.

Les surfaces vitrées situées dans la toiture sont admises, sous condition d'être constituées de vitrage transparent de profilés de teinte apparentée à la couverture de la toiture, de se situer dans le même plan que le versant de la toiture et d'être secondaire par rapport à la superficie de ce même versant.

1.13.4 Eléments et installations intégrés à la toiture

Les éléments intégrés à la toiture destinés à l'éclairage et à l'aération, notamment les baies sous forme de « chiens assis » (non jumelées) et sous forme de outeaux triangulaires, les tabatières, les lucarnes, les verrières sont admis.

Ces éléments situés soit dans le pan de la toiture soit en saillie sont autorisés, sous réserve que la largeur hors tout de chaque élément n'excède pas 1,50 m et que leur largeur cumulée ne dépasse pas la moitié de la façade. Ils doivent être implantés avec un recul de 0,50 m par rapport à l'aplomb de la façade et avec un recul de 1,00 m sur les limites latérales et doivent se trouver à l'intérieur du gabarit théorique tel décrit à l'article 1.6 de la présente *partie écrite* et ne peuvent dépasser le faîte.

Les installations techniques telles souches de cheminée et d'aération peuvent dépasser le gabarit théorique tel décrit à l'article 1.6 de la présente *partie écrite*. Elles sont à disposer de manière cohérente et ordonnée, jamais à l'aplomb d'un mur pignon ou accolées à la façade.

Les panneaux solaires et installations photovoltaïques sont admis hors gabarit. Lorsqu'ils se trouvent sur un toit en pente, ils doivent reprendre la pente du toit à 5° près et ne peuvent accuser une saillie supérieure à 0,75 m par rapport au plan fini de la couverture du toit.

Leurs cadres et fixations doivent être de couleur anthracite ou noire.

1.13.5 Accès carrossables

Les revêtements de sols sont à réaliser avec de matériaux de teinte grise - beige et de texture similaire à ceux utilisés pour le domaine public.

1.13.6 Emplacements des poubelles

Lorsque les emplacements pour les poubelles sont prévus à l'air libre, ils doivent être cachés à la vue par une haie ou un muret.

1.13.7 Enseignes et éclairage privé

Les enseignes et les installations similaires comme les panneaux publicitaires et les appareils d'éclairage devront se trouver à au moins 3,00 m au-dessus du niveau de la voie desservante et rester à 0,50 m en retrait du domaine public. Leur surface ne pourra être supérieure à 1,50 m², cadre compris.

Elles doivent respecter un recul au moins égal à la valeur de leur saillie sur une limite latérale et ne peuvent dépasser la hauteur admissible de la construction. Aucune face ne peut présenter une surface supérieure à 0,50 m.

1.13.8 Installations et constructions d'agrément

Les barbecues fixes et les chenils clôturés sont interdits.

Les tentes et tauds de soleil fixes, ainsi que les gloriottes et pergolas d'une taille supérieure à 9,00 m² sont interdits.

Les plans d'eau et piscines doivent respecter un recul de 1,90 m par rapport aux limites de propriété. Les plans d'eau et piscines incorporés au sol sont soumis à autorisation.

2. AMENAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC (ART. 5)

2.1 Fonds destinés à être cédés à la Commune (Art. 5 (1))

Les fonds destinés à être cédés à la commune sont repris dans la *partie graphique*.

2.2 Aménagement des voies et des places (Art. 5 (2))

2.2.1 Matériaux

Les matériaux à employer pour les voies carrossables, les emplacements de stationnement, les trottoirs, les chemins piétonniers et la place située au centre du lotissement doivent faire l'objet d'une planification d'ensemble. Ils sont à accorder les uns aux autres, afin de former un ensemble harmonieux. Les places de stationnement doivent être réalisées de manière à permettre la percolation des eaux de pluie, à moins qu'une étude de sol ne fournisse des indications contraires.

2.2.2 Couleurs

Seuls les teintes grises et beiges, accordées les unes aux autres, sont admises.

2.2.3 Assainissement

L'assainissement du PAP Schlossacht-Hollenfels devra être réalisé en système séparatif.

2.2.4 Evacuation des eaux pluviales

Les eaux pluviales des surfaces publiques doivent être collectées à l'aide de rigoles et tamponnées dans un ou plusieurs bassins de rétention.

2.3 Aménagement des espaces verts et des aires de jeux (Art. 5 (3))

2.3.1 Remblais et déblais

Les remblais et déblais de terre ne sont admis que pour assurer la bonne transition entre le domaine public et le domaine privé.

2.3.2 Aires de jeux

Conformément à la *partie graphique* des aires de jeux doivent être aménagés dans les espaces verts publics.

2.3.3 Plantations

La localisation des arbres à planter dans le domaine public est reprise dans la *partie graphique*.

Conformément à la *partie graphique*, des arbres à choisir dans la liste ci-dessous, doivent être plantés au milieu des places centrales:

- Acer platanoides
- Quercus robur
- Tilia cordata.

Le long des voies de circulation, sur les aires portant le sigle « espaces réservés aux plantations d'arbres », sont à planter en tout au moins 20 arbres à feuilles de 2^{ème} et/ou de 3^{ème} ordre. Les arbres sont à choisir dans la liste ci-dessous :

- Prunus
- Malus
- Pyrus
- Sorbus
- Crataegus.

Sur les surfaces du domaine public désignées « espace vert public » dans la *partie graphique*, au moins 15 arbres fruitiers de 2^{ème} et/ou de 3^{ème} ordre doivent être plantés.

Seules les essences indigènes sont autorisées.

2.4 Emplacements de stationnement (Art. 5 (3))

Le nombre des emplacements de stationnement sur le domaine public ainsi que les espaces où ils peuvent être aménagés sont indiqués dans la *partie graphique*.

3. DISPOSITIONS SPECIALES

3.1 Mise en œuvre des objectifs de l'article 2 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain – Qualité de vie des habitants

Les installations techniques, notamment les installations reliées à la production de froid, de chaleur et de renouvellement d'air, doivent être implantées et utilisées de manière à éviter toute nuisance sonore d'après les normes actuelles de la technique.

3.2 Mise en œuvre et exécution du présent PAP

Les prescriptions de la *partie écrite* et de la *partie graphique* du présent PAP concernant l'aménagement du domaine public peuvent être ponctuellement adaptées dans le cadre de l'élaboration du projet d'exécution, en particulier pour des raisons légales, foncières, fonctionnelles, techniques et topographiques ainsi que pour des raisons de sécurité et d'accessibilité pour les services de secours.

Maître d'ouvrage :

Date et signatures :

K constructions

98, rue de Mersch,

L-8181 Kopstal

Téléphone : + 352 263 997 1

Télécopie : + 352 263 997 30

Maître d'œuvre :

Date et signature :

DEWEY MULLER

architectes et urbanistes

15b, bd Grande-Duchesse Charlotte

L-1331 Luxembourg

Téléphone : + 352 - 26 440 385 435580

Telecopie : + 352 - 26 440 385 4365850

e-mail : info@deweymuller.com

Avis du service du Ministère de l'Intérieur :

Vote provisoire – Commune de Tuntange :

Vote définitif – Commune de Tuntange:

Autres :

Autres :

Approbation du Ministre de l'Intérieur :
